



Union interfédérale des agents de la Fonction Publique FO

46, rue des petites écuries 75010 PARIS

contact@fo-fonctionnaires.fr // 01-44-83-65-55

**COMMUNIQUÉ
DE PRESSE**

4 juillet 2018 : développer le recours au contrat FORCE OUVRIERE ne s'inscrira pas dans la méthode « Macron » !

FO Fonction publique tient à souligner l'hypocrisie dont fait preuve le Gouvernement et plus particulièrement le Ministère de l'Action et des Comptes publics dans le cadre de la soi-disant concertation pour « *Refonder le contrat social avec les agents publics* ».

Sur le chantier concernant le développement du recours à l'emploi contractuel en lieu et place de fonctionnaires sous statut, le ministère ne dévoile pas ses véritables intentions., alors que, dans le même temps, le Premier ministre indique au Conseil des Ministres du 12 juin dernier vouloir « *L'élargissement du recours au contrat, avec comme ambition d'adapter les recrutements aux besoins...* »

En quoi le contrat serait plus souple que le statut, alors même que le Statut général des fonctionnaires a su démontrer sa capacité à s'adapter depuis des décennies aux besoins en matière de Service public, tout en garantissant les valeurs républicaines de laïcité et de neutralité, d'indépendance et d'égalité du service rendu aux usagers ?

Comment également oser faire croire que la Fonction publique dans ses trois versants (Etat, Territorial et Hospitalier) n'a pas déjà suffisamment eu recours à des emplois contractuels quand plus de 940 000 agents sont déjà sous contrat dont une grande partie à durée déterminée, donc précaires ?!

FORCE OUVRIERE rappelle son attachement au Statut général des fonctionnaires et demande l'application de son article 3 qui précise qu'un emploi civil permanent doit être occupé par un fonctionnaire.

Le ministère de l'action et des comptes publics veut-il modifier ou contourner cet article ? Veut-il plus de contractuels pour mieux privatiser des missions de service public ensuite ?

Face à un gouvernement qui ne joue pas le jeu en n'abattant pas ses cartes et ses véritables intentions, FO Fonction Publique, attachée à un dialogue social sincère et loyal, ne se fera pas manipuler en participant à des pseudo concertations.

Ainsi, à chaque fois que nous estimerons que le ministère cherche notre caution pour faire passer ses contre-réformes, nous ne participerons pas aux réunions.

Ce mercredi 4 juillet 2018, face à un dossier déjà ficelé, FO Fonction Publique ne sera pas de ceux qui accompagneront la casse du Statut général des fonctionnaires. FO ne participera pas à la réunion sur le recours à l'emploi contractuel, et exige du Gouvernement de vraies négociations sur le rôle et l'avenir de la Fonction publique conjuguant les besoins des usagers et les intérêts des agents publics.

Fait à PARIS, le 4 juillet 2018